

Hommage de l'auteur

21

# L'Économie dirigée et la dictature

PAR

LAURENT DECHESNE

PROFESSEUR ORDINAIRE A L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE



Extrait de la REVUE DES SCIENCES ECONOMIQUES  
de JUIN 1934

---

REDACTION ET ADMINISTRATION :  
13, Rue Pied du Pont des Arches, 13  
LIÈGE

## L'Economie dirigée et la dictature

par Laurent DECHESNE

Professeur Ordinaire à l'Université de Liège.

---

Sûrement guidés par l'instinct, les animaux sont parvenus à se construire des organisations dont nous admirons la perfection, notamment les abeilles et les fourmis. Ces organisations sauvegardent admirablement les intérêts de l'espèce. A la vérité, les sociétés humaines se sont proposé une tâche plus haute et plus complexe : le bien de tous les individus. Il n'empêche que les hommes, qui possèdent tout de même plus que l'instinct, ne sont pas encore parvenus à découvrir une organisation sociale qui leur soit supportable. L'histoire nous les montre allant successivement de la royauté à l'aristocratie, à la démocratie, à la démagogie, pour aboutir à la tyrannie ou dictature.

De leur part, que de variations et d'hésitations ! Si la tâche qu'ils se sont assignée est plus élevée que celle des animaux, ils possèdent aussi des moyens bien supérieurs : la raison, la logique, la science. Peut-être leur manque-il trop souvent la sagesse de s'en servir, au lieu de se laisser entraîner par leurs passions.

Pour le moment, nous les trouvons en coquetterie avec une forme nouvelle d'organisation : « L'Economie dirigée ». C'est une modalité de la dictature, fort atténuée toutefois, car elle entend respecter ce qui subsiste encore de démocratie et de liberté individuelle. Cette formule nouvelle, si vantée depuis quelques années, offre tant d'attraits que peu d'esprits échappent au charme de ses promesses. Ne répond-elle point à notre incertitude du lendemain qui, à la fin, devient angoissante : elle nous apporte des espoirs d'ordre, d'organisation rationnelle et de sécurité, au lieu de ce chaos lamentable où nous nous sentons sombrer de plus en plus. Et, d'autre part, elle écarte de nous le spectre de la dictature, puisqu'elle déclare respecter les principes actuels auxquels nous attachons tant de prix : les libertés consacrées

par les constitutions modernes ainsi que les grands avantages de la libre concurrence. Elle nous permettrait ainsi de sortir des difficultés de l'heure présente, tout en nous épargnant les perspectives effrayantes de révolutions douloureuses et aléatoires.

Hélas ! Tous ceux qui ont prêté l'oreille à sa voix promiseuse — et ils sont nombreux — éprouvent bientôt une désillusion. Quelle que soit la complaisance suggérée par les espoirs ardents qu'elle suscite, ils n'y découvrent finalement que des formules vagues, si vagues même et d'une réalisation si lointaine et tellement problématique, qu'ils se prennent à douter ; ils se demandent si l'on peut y voir autre chose qu'une de ces panacées apparues successivement au cours du XIX<sup>me</sup> siècle : coopérative, participation aux bénéfices, syndicalisme ouvrier et accords collectifs, cartellisation de l'industrie, cogestion, actionnariat ouvrier, taylorisme, rationalisation, etc. Toutes ces institutions ne nous ont pas évité la décomposition sociale à laquelle nous assistons aujourd'hui.

C'est ce mal que l'économie dirigée nous promet d'écarter. Malheureusement, quelque peine qu'on se donne pour la saisir dans les écrits de ses partisans, elle se dérobe sans cesse dans la brume, toujours diverse et fuyante. Ses dénominations nombreuses répondent d'ailleurs à l'incertitude de ses formes : économie organisée, orientée, ordonnée, concertée, contrôlée, planée, oui, planant toujours dans les nuages. Noyelle complète cette nomenclature en y ajoutant le « directionnisme ». Cette appellation, qui répond à notre besoin de mots en *isme*, a au moins le mérite d'être française. On ne pourrait en dire autant de *dirigéisme* qui fut sérieusement proposé par l'une de nos meilleures revues, comme qui dirait *protégéisme* au lieu de protectionnisme ou *intervénirisme* au lieu d'interventionnisme. Ceci n'est plus que de l'originalité hâtive, et à peu de frais, dont l'après-guerre ne nous a donné que trop d'exemples !

Les autres formules de rénovation du XIX<sup>me</sup> siècle auxquelles nous avons fait allusion avaient chacune un certain contenu concret et réalisable. Elles ont d'ailleurs reçu des applications heureuses et considérables ; elles ont rendu de réels services et tout porte à croire qu'elles en rendront encore. Seulement elles ne nous ont apporté que des améliorations partielles. L'économie dirigée les surpasse toutes par son envergure, celle tout au moins qu'elle ambitionne. Mais elle les dépasse aussi par son manque invraisemblable de précision : elle échappe à ceux qui veulent l'appliquer à nos

maux, ne laissant entre leurs mains anxieusement tendues vers elle, qu'un vain fantôme.

Cette conception nouvelle a une origine semblable à celle de *capitalisme*, très vague elle aussi. Toutes deux sont nées des besoins de la politique. Évitant, et pour cause, la précision sincère des notions scientifiques, elles ont le caractère flou des mythes destinés à capter l'adhésion sentimentale des foules. Les modalités de l'économie dirigée sont tellement flottantes et multiples que le collaborateur d'une encyclopédie en cours de publication, chargé de lui consacrer une rubrique, non seulement a dû renoncer à la définir, mais s'est avoué impuissant à donner un classement quelconque de ses aspects infiniment variés et inattendus.

Cette impression décevante se retrouve dans les conclusions des économistes de langue française réunis récemment à Paris. Malgré leur vif désir de trouver dans la formule nouvelle, le réconfort tant souhaité, ils ont adopté finalement à son égard, une attitude de méfiance rappelant celle du rat de Lafontaine devant le bloc enfariné.

Nous aussi avons voulu en avoir le cœur net. L'économie dirigée fut présentée comme un remède aux imperfections de notre régime économique, c'est-à-dire aux inconvénients d'une concurrence effrénée. Comme on s'obstine par une confusion regrettable à l'appeler régime capitaliste, force fut bien d'étudier de près l'un et l'autre, y compris le capital, qui apparemment devrait bien avoir quelque rapport avec le capitalisme auquel il a donné son nom. Or ces recherches nous ont conduit à des conclusions fort différentes de l'aspect sous lequel l'économie dirigée s'offrit à nous de prime abord. Essayons de les résumer fort brièvement. (1).

L'économie dirigée est une sorte d'interventionnisme. Seulement elle ne consiste point en une intervention quelconque du pouvoir dans le domaine économique. C'est une intervention qui prétend diriger les événements. Il faut donc en exclure tous ces expédients qui se sont multipliés depuis quelques années, mesures censément provisoires, réellement fragmentaires et incohérentes qui, loin de diriger les événements, furent imposés par eux, au hasard des circonstances du moment. Ce procédé irrationnel fut appliqué sur une grande échelle notamment en matière commerciale; pratiqué au mépris des sages recommandations des assemblées de « compétences », il n'a réussi qu'à compléter la destruc-

---

1) On trouvera plus de détails dans un volume que nous consacrerons prochainement au capitalisme et à l'économie dirigée.

tion de la circulation internationale des hommes, des marchandises, des capitaux et des moyens de paiement (1).

Ce qu'il faut, c'est donc une intervention *qui dirige*. Toute intervention directrice ne pourrait pourtant passer pour de l'économie dirigée. Sinon celle-ci se confondrait avec les formes traditionnelles d'intervention. Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif dirigent en effet depuis un temps immémorial, l'économie en lui imposant des cadres juridiques, favorisant le morcellement des héritages, combattant les naissances illégitimes, la concurrence déloyale, décourageant d'abord les associations professionnelles, les encourageant ensuite, protégeant les salariés, etc. Le « directionnisme » vise un but plus précis : il réclame *l'adoption d'un plan directeur fixé d'avance, en matière de production, surtout en vue de combattre les crises ou tout au moins d'en atténuer la gravité*.

C'est donc un interventionnisme plus prononcé que celui que nous pratiquons depuis longtemps. Toutefois, il ne doit pas non plus dépasser certaines limites. Il veut respecter la **concurrence**, l'initiative privée, les libertés civiles, publiques et politiques, qui forment la substance du gouvernement démocratique. Bref, l'économie dirigée *condamne la dictature, tout en exigeant un pouvoir social assez fort pour imposer sa volonté aux intérêts particuliers*. Ce sont là deux objectifs contradictoires dont la conciliation apparaît singulièrement délicate et difficile. On ne voit pas comment on pourrait accroître le pouvoir du gouvernement sans restreindre l'indépendance des individus. Or aucune économie dirigée n'est possible sans un pouvoir assez fort pour échapper à la pression des intérêts particuliers. C'est un peu le problème de la quadrature du cercle.

Et ce n'est pas tout. Une autre condition apparaît encore indispensable. Ce pouvoir doit aussi posséder une compétence extrêmement vaste. Se représente-t-on l'étendue de documentation, d'intelligence, de sagesse, de génie nécessaires pour orienter convenablement l'infinie variété des innombrables espèces de production dans le domaine national... et international? Et pourtant cette sagesse inconcevable et ce pouvoir irrésistible respectueux de la liberté individuelle constituent des conditions *sine qua non* de toute économie dirigée digne de ce nom. A la vérité, les faiseurs de projets s'en soucient assez peu. Satisfaits d'avoir imaginé un beau plan de réforme dans le calme du cabinet, ils oublient gé-

---

1) Cf. DECHESNE, *La rupture de la circulation internationale*, Revue économique internationale, Bruxelles, janvier, 1934.

néralement que ce plan devra être appliqué à des hommes, par d'autres hommes. Sur ce point, la plupart des partisans de la formule nouvelle se laissent prudemment. Il est capital pourtant; il forme en réalité *le nœud du problème*.

Il importe absolument de savoir à qui l'on confiera la direction. Les plans les plus poussés prévoient une réorganisation corporative et imaginent comme organe directeur, une sorte de conseil économique émanant de ces associations. Mais les corporations entreront inévitablement en conflit, chacune défendant avant tout ses propres intérêts. Alors, qui prendra au nom du bien général la décision suprême, qui, sinon l'Etat, le Gouvernement, agissant pour toute la nation? Quant à la direction internationale on ne la prévoit même pas. Le gouvernement et son administration auraient donc, en dernière instance, la direction générale de l'économie.

— Entendez-vous les protestations s'élever de toute part; le Gouvernement! jouet des factions politiques, des « puissances financières », ballotté sans cesse dans les sens les plus opposés; nous ne la connaissons que trop, cette direction là, avec ses expédients absurdes; elle ne nous a déjà fait que trop de mal. Ce qu'il nous faut, c'est un pouvoir éclairé et fort, seul capable d'exercer une action salutaire. — Eh! Cela n'est-il point la dictature? Souhaitons-la aux mains d'un *bon* dictateur, *rarissima avis*. S'il est mauvais, les grenouilles devront bien subir le maître qu'elles se sont donné.

Qu'on envisage l'économie dirigée sous quelque forme que ce soit, toujours on se heurte à ce problème fondamental et insoluble, celui du pouvoir fort et compétent, indispensable à la direction sage et efficace d'une infinité de productions diverses.

Au fond, le problème qui nous occupe n'est point d'ordre économique, mais politique. Ce n'est point d'une crise des institutions économiques que nous souffrons, mais bien d'une crise des institutions politiques : la crise du pouvoir.

La démocratie *égalitaire* que nous condamnons il y a trente ans déjà (1) comme d'ailleurs De Laveleye, a développé logiquement ses conséquences fatales. Elle a dégénéré en une démagogie impuissante à dominer les appétits, entraînant la décomposition sociale dans le domaine national et international. Les gouvernements, qui autrefois dirigeaient l'économie, ne la dirigent plus actuellement : ils flottent en tout sens au gré des événements qui les emportent. Il s'agit

---

1) *La conception du droit et les idées nouvelles*, Paris, Sirey, 1900.

non point de créer une espèce nouvelle de direction, mais de *restaurer simplement celle qui existait autrefois*. Telle est la vraie question du moment et elle relève bien moins de la science économique que du droit public.

Celui qui a observé l'évolution de la Belgique aboutit aussi à cette conclusion que le XX<sup>me</sup> siècle devra, en réagissant contre la démagogie, résoudre le problème « des élites sociales et de l'organisation directrice. » (1) Jusqu'à présent la Belgique a pu se sauver d'une révolution politique en recourant au système des pleins pouvoirs, limités et provisoires. Pourra-t-elle toujours se contenter de cette mesure, ou bien ne devra-t-elle point opérer la restauration si désirable de la puissance directrice des capacités? Aura-t-elle la sagesse de le faire en temps utile?

Il importe vraiment d'y penser, car la dictature menaçante, est en train de faire le tour du monde. Si l'on veut éviter l'assaut violent d'un pouvoir dictatorial quelconque, imposé par les hasards de la décomposition sociale, si l'on n'entend pas perdre complètement la liberté, il est temps de reconnaître aux élites, la puissance indispensable au bien public.

Quant à nous engager dans l'aventure d'un directionnisme impossible et vraisemblablement superflu, attendons prudemment.

En tout cas, ne mettons pas la charrue avant les bœufs. Soignons d'abord ces derniers : ceux qui traînent le char de l'Etat.

Laurent DECHESNE  
Professeur ordinaire à l'Université.

---

(1) DECHESNE, *Histoire économique et sociale de la Belgique*. Paris-Liège, 1932.